

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 FEVRIER 2018**

DS/LD

**OBJET : 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE – ANC – ENTENTE INTERCOMMUNALE COMMUNE ST SAUVEUR DE CRUZIERES**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de février à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé:

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE – ANC – ENTENTE INTERCOMMUNALE COMMUNE DE SAINT SAUVEUR DE CRUZIERES**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Conformément à l'article L.5211-1 du code général des collectivités territoriales, l'organe délibérant du SEBA (ici le bureau syndical en vertu de ses délégations) et un ou plusieurs conseils municipaux peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires et président, une entente sur les objets d'utilité communale et intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes et le syndicat mixte. L'objet de l'entente peut ainsi concerner toute affaire communale et intercommunale, dans la mesure où chaque membre est compétent en la matière.

La commune de Saint Sauveur de Cruzières, à travers son Maire, a sollicité le SEBA sur un sujet pour lequel la commune est de nouveau compétente depuis le 1er janvier 2018, à savoir le service public d'assainissement non collectif. Le SEBA étant lui aussi compétent en la matière, une entente peut valablement se constituer.

En l'espèce, le Conseil d'Etat a pu, par exemple, valider la constitution d'une entente entre la commune de Veyrier du Lac et la Communauté d'Agglomération d'Annecy pour la gestion d'un service public d'eau potable en régie, à la condition que l'entente ne permette pas une intervention à des fins lucratives de l'une des personnes publiques, agissant tel un opérateur sur un champ concurrentiel. Ainsi, l'entente ne doit pas provoquer de transferts financiers indirects entre collectivités autres que ceux résultant de la compensation des charges d'exploitation du service mutualisé. Le tarif de la prestation réalisée doit se rapporter au coût de production, à savoir la recherche d'un équilibre des dépenses et des recettes. Dès lors que ces conditions sont remplies, la convention d'entente intervient en-dehors des dispositions relatives à la mise en concurrence et aux règles de publicité.

Les nouveaux statuts du SEBA, approuvés fin décembre 2017 par arrêté interpréfectoral, autorisent dans leur article 9 la conclusion d'ententes, en faisant explicitement référence à l'article L.5221-1 du CGCT.

Tout ceci rend possible la conclusion d'une entente intercommunale entre le SEBA et la commune de Saint Sauveur de Cruzières, visant à la gestion du service public de l'assainissement non collectif. Pour cela, une convention d'entente, dont un projet est fourni en **annexe**, doit intervenir entre le SEBA et la commune, précisant les modalités de mise en œuvre du service et les relations financières entre les parties.

Il est proposé au bureau syndical de :

- approuver l'entente intercommunale à intervenir avec la commune de Saint Sauveur de Cruzières permettant la gestion commune du service public d'assainissement non collectif, pour lequel les deux collectivités ont compétence ;
- autoriser le président à signer ladite convention ;
- donner délégation au président pour la mise en œuvre pratique de cette entente, dans les strictes conditions définies par la convention.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

# Convention d'entente intercommunale

Entre, d'une part,

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représenté par son Président, Monsieur Jean PASCAL, agissant en application de la délibération du bureau syndical du 7 février 2018, désigné dans la présente sous le terme « SEBA »,

et, d'autre part,

la Commune de Saint Sauveur de Cruzieres, représentée par son Maire, M. Christophe CHAMPETIER, agissant en application de la délibération du conseil municipal en date du .....

désignée dans la présente sous le terme « la Commune »,

il est établi la présente convention d'entente intercommunale.

## PREAMBULE

Conformément à l'article L.5211-1 du code général des collectivités territoriales, le bureau syndical du SEBA et le conseil municipal de la Commune peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leur maire et président, une entente sur les objets d'utilité communale et intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois la Commune et le SEBA. L'objet de l'entente peut ainsi concerner toute affaire communale et intercommunale dans la mesure où chaque membre est compétent en la matière.

La commune de Saint Sauveur de Cruzieres, à travers son Maire, a sollicité le SEBA sur un sujet pour lequel la commune est de nouveau compétente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il s'agit du contrôle des installations d'assainissement non collectif. Le SEBA étant lui aussi compétent en la matière, une entente peut valablement se constituer.

Les nouveaux statuts du SEBA, approuvés fin décembre 2017 par arrêté interpréfectoral, autorisent dans leur article 9 la conclusion d'ententes, en faisant explicitement référence à l'article L.5221-1 du CGCT.

Tout ceci rend possible une entente intercommunale entre le SEBA et la Commune de Saint Sauveur de Cruzières, visant à la gestion partagée du service public de l'assainissement non collectif.

### **Article 1 - OBJET**

La présente convention, qualifiée de « convention d'entente intercommunale », a pour objet de:

- préciser les modalités de mise en œuvre commune du service public d'assainissement non collectif ;
- déterminer les relations financières entre les parties.

### **Article 2 - DUREE, EVOLUTION ET RESILIATION**

La convention prend effet à sa date de signature.

Elle est d'une durée de deux ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions ci-dessous.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de six mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. L'exercice de ce droit de dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

La convention est modifiable ou prolongeable par voie d'avenant, après réunion et accord de la conférence prévue à l'article L5221-2 du code général des collectivités territoriales.

### **Article 3 – GESTION COMMUNE DU SERVICE**

Le SEBA met à disposition de la Commune ses moyens humains et matériels en matière de d'examen préalable à la conception, de vérification de l'exécution, et de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif situés sur le territoire de la Commune.

Le SEBA est libre de désigner ceux de ses agents qui réaliseront les missions définies au présent article. Le SEBA peut refuser d'exécuter les missions si des règles déontologiques le lui imposent, si le SEBA se trouve à devoir travailler via ces missions contre les intérêts de ses

membres, ou si une infraction semble se constituer au fil des instructions qui lui sont données au titre des présentes.

#### **Article 4 – RELATIONS FINANCIERES ENTRE LES PARTIES**

Il est rappelé que l'entente ne doit pas permettre une intervention à des fins lucratives de l'une des personnes publiques, agissant tel un opérateur sur un champ concurrentiel. Ainsi, l'entente ne doit pas provoquer de transferts financiers indirects entre collectivités autres que ceux résultant de la compensation des charges d'exploitation du service mutualisé. Le tarif de la mission réalisée doit se rapporter au coût de production, à savoir la recherche d'un équilibre des dépenses et des recettes.

Le SEBA facture à la Commune les sommes nécessaires à l'équilibre de son service public d'assainissement non collectif, en fonction des actes réalisés et selon les tarifs votés par son comité syndical.

La facturation est transmise à la Commune selon une périodicité annuelle au début de l'année n + 1, l'année n étant celle de la réalisation des missions.

Les tarifs applicables sont ceux votés par le comité syndical du SEBA et présentés dans le catalogue des tarifs syndicaux de l'année correspondante aux missions réalisées. Ils apparaissent hors taxes dans le catalogue des tarifs. Aucun frais, autre que les sommes indiquées dans le présent article, ne sera facturé par le SEBA.

Le SEBA n'a de relations financières qu'avec la Commune. Celle-ci fait son affaire du paiement par l'utilisateur des sommes dues en contrepartie des missions réalisées, au tarif qu'elle décidera.

#### **Article 5 - ENGAGEMENTS DES PARTIES**

##### **A- Engagements de la Commune**

La Commune s'engage à désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du SEBA, recensera périodiquement les besoins de la Commune et assurera le suivi des commandes et des dépenses au sein de la Commune.

La Commune s'engage aussi à mettre à disposition l'ensemble des informations nécessaires à la bonne réalisation des missions par le SEBA.

La Commune conservant la compétence du service public d'assainissement non collectif sur son territoire, elle assurera les pouvoirs de police spéciale de ce service. Elle s'engage à

intervenir dans le cadre du règlement de service voté par le SEBA, dont elle reprendra les termes pour son propre règlement.

#### B- Engagements du SEBA

Le SEBA s'engage :

- à assurer les missions décrites dans la présente convention, dans les délais d'exécution prévus en accord avec les services de la Commune, sauf en cas de force majeure ;
- à produire les rapports écrits consécutifs aux missions réalisées, que la Commune pourra utiliser dans ses relations avec les usagers du service.

#### **Article 6 - LITIGES**

Tout différent relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera réglé par la voie amiable. A cet effet la conférence indiquée à l'article 2 sera réunie.

A défaut d'accord, le litige sera réglé par le tribunal administratif compétent, qui pourra recourir à la mission de conciliation prévue par l'article L.221-4 du code de justice administrative.

Fait à Largentière en trois exemplaires, le .....

Pour le SEBA,

Pour la Commune,

Le Président, Jean PASCAL